

Votations du 25 novembre 2018: initiative pour l'autodétermination

Votations du 25 novembre 2018: initiative pour l'autodétermination

Prise de position des Genevoises PLR

L'initiative d'autodétermination oublie « l'ordre des choses »

Après lecture des documents et articles à disposition, j'ai été frappée par cette initiative dangereuse proposée au vote le 25 novembre. Sous le terme séducteur de «*l'autodétermination*», l'UDC nous propose de torpiller des années de relations internationales et de censurer la tradition diplomatique de la Suisse. En votant oui à cette initiative, nous donnons au monde une raison de ne plus faire confiance à la Suisse. Des années de travail de collaboration avec les organisations internationales et la Confédération suisse m'ont convaincues de la respectabilité que notre pays a acquis sur bien des points au niveau international et des bénéfices pour la Suisse. Contrairement à ce que dit l'UDC, notre démocratie directe est un exemple et cette initiative ne nous rendra pas plus fort, mais plus isolé.

L'autodétermination veut dire ne plus faire confiance aux juges dont certains sont nommés par la Suisse et affaiblir un système dont nous avons impérativement besoin. Cela signifie aussi prendre le risque que la Suisse ne respecte plus les conventions internationales comme la Convention européenne des droits de l'homme et qu'elle doive négocier beaucoup plus durement avec ses nombreux et puissants voisins. Comment pourrait-on, après des années de diplomatie couronnée de succès et respectée, en arriver là et ouvrir la porte aux inégalités?

Ma première réaction à la lecture des détails de cette initiative a été : *«ce n'est pas dans l'ordre des choses»*. Comme le mentionne Béatrice Hirsch, politicienne genevoise, quand on joue on accepte les règles du jeu, sans quoi on se retrouve seul. De plus, tous les éléments font partie d'un système et interagissent. A l'image du fédéralisme regroupant des cantons qui respectent les règles du jeu, la Suisse a des règles à respecter.

Alors je vote NON à cette initiative dangereuse.



Sophie Dubuis,
Présidente des Genevoises PLR